

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Toulouse, le 25 novembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

publié sur 

AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader

35 avenue Jean Monnet
31770 Colomiers

Références :

Code AIOT : 0006802344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader implanté 35 avenue Jean Monnet 31770 Colomiers.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'Inspection des installations classées. Dans un objectif de qualité de l'air, cette action nationale vise notamment, pour les installations de combustion relevant de la Directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 (relative aux installations moyennes de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW), à vérifier la qualité du combustible utilisé, la réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques, le respect des valeurs limites d'émission, et le contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader
- 35 avenue Jean Monnet 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802344 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société AIRBUS OPERATIONS SAS est un fabricant d'avions. Sur la centaine d'hectares du site de Clément Ader à Colomiers, ont lieu des opérations d'assemblage final et de peinture d'avions et de pièces d'avion. Le site comporte également des installations de combustion pour le chauffage des bâtiments et des salles de peinture.

Le site est soumis à Autorisation pour les hangars d'application de peinture d'avion, les chaudières à gaz et biomasse, et les stockages de liquides inflammables.

L'exploitation est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014.

La chaudière biomasse et les 5 chaudières gaz (3 haute pression et 2 basse pression) sont également réglementées par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (installation de combustion soumise à Autorisation inférieure à 50 MW). Seule la chaudière biomasse est équipée de dispositif de traitement des fumées (cyclone / multicyclone / électrofiltre).

Les chaudières haute pression fonctionnent en saison de chauffe hivernale, les chaudières basse pression fonctionnent durant la période estivale.

Thèmes de l'inspection : AN25 Combustion | Air

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
8	Mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	10 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116	
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4	
4	Conditions de référence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	
5	VLE appareil de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I.a)	

6	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8-VI	
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	
9	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36	
10	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-31	
11	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35	
12	Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Sur les 12 points de contrôle ayant fait l'objet de cette inspection, 2 non-conformités ont été relevées :

- l'exploitant ne réalise pas la mesure en continu des polluants NOx et CO dans les rejets atmosphériques de ses deux chaudières basse pression fonctionnant au gaz naturel (aucune mesure en continu depuis 2018);
- l'exploitant ne fait pas réaliser annuellement par organisme agréé le contrôle des rejets atmosphériques de son installation de combustion (pas de mesure en 2023 sur les 5 chaudières fonctionnant au gaz naturel);

L'établissement relève de la directive IED et a choisi comme rubrique principale IED celle relative à la combustion.

Pour assurer un retour à la conformité, il est ainsi proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ces 2 points avec des délais spécifiques cohérents.

Sur le volet efficacité énergétique, aucune non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025 Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de dépôt de sa déclaration au registre MCP (n° dossier : 15299294) ainsi qu'une copie de cette déclaration.

La consultation de cette déclaration amène les observations suivantes :

- certains appareils de combustion, constituant l'installation de combustion, sont absents de cette déclaration;
- certaines puissances renseignées sont à corriger.

L'exploitant a été invité à actualiser sa déclaration au registre MCP pour rectifier les points mentionnés ci-dessus. Post inspection, il a transmis sa déclaration actualisée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4

Thème(s) : Actions nationales 2025 Contrôle du type combustible pour classement 2910-B1 ou 2019-B2

Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

Constats :

Document demandé en amont de l'inspection et fourni par l'exploitant : programme de suivi qualitatif et quantitatif de la biomasse sur la saison 2024/2025.

Le combustible employé est un mix de plaquette forestière et/ou de broyat de palettes.

Pour chaque livraison, sont notamment référencés le nom du fournisseur, le type de combustible (plaquettes forestières et/ou broyat de palettes), la commune d'origine, le type de provenance (plateforme ou chantier), la pesée nette, le taux d'humidité, le transporteur (nom, type de camion, immatriculation et numéro de lettre de voiture).

L'arrêté préfectoral de 2014 précise, en son article 8.4.6, que le combustible doit respecter un taux d'humidité moyen compris entre 20 % et 55 %. La consultation des mesures d'humidité sur la saison 2024-2025 montre, pour certaines livraisons, des taux d'humidité supérieurs à 55 % et des taux

inférieurs à 20 %. Ces lots de combustible ont été toutefois acceptés moyennant des pénalités de facturation.

Pour optimiser le document de suivi, l'inspection des installations classées propose d'incorporer le résultat des analyses de granulométrie ainsi que les distances d'approvisionnement des combustibles.

Sur le terrain, l'inspection a permis de constater par sondage la conformité du type de combustible (plaquettes forestières / broyat de palettes). En effet, malgré la douceur du climat toulousain, la saison de chauffe débutera courant semaine du 17 novembre, et une première livraison de biomasse a été effectuée. Il a ainsi été possible de réaliser un contrôle visuel du type de biomasse dans les silos ainsi que sur les échantillons prélevés pour analyse.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26

Thème(s) : Actions nationales 2025 Contrôle réglementaire

Prescription contrôlée :

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A,
- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.

III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.

Constats :

La consultation des deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques ne montre pas le respect de cette prescription. En effet, les deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques ont été demandés. Les rapports fournis datent de 2022 et 2024. Sollicité sur les contrôles de 2023, l'exploitant déclare n'avoir pas réalisé ces contrôles suite à une erreur de report de la fréquence de contrôle sur son registre de vérification périodique réglementaire.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette fréquence annuelle, étant donné que le site relève de la directive IED et que l'exploitant a choisi la rubrique combustion comme rubrique principale IED.

L'inspection des installations classées s'est par ailleurs attachée à vérifier que l'organisme intervenant pour le contrôle des rejets atmosphériques était bien agréé pour le prélèvement et/ou l'analyse pour chaque polluant concerné, que les conditions de fonctionnement de l'installation étaient notifiées sur chaque rapport, que les potentiels écarts identifiés à la norme ne compromettaient pas la conformité des résultats, que les nombres et durées des mesurages étaient respectés, et donc que les résultats des contrôles étaient bien exploitables, essai par essai.

La consultation des rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2022 et 2024 montre que, pour les 5 chaudières au gaz naturel, un seul mesurage de 90 minutes a été réalisé alors qu'il était attendu 3 mesurages d'au moins une demi-heure chacun (conformément à l'annexe II-b de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère). Ce point a été remonté au Bureau de la Qualité de l'Air à Paris. L'exploitant a été invité à demander à l'organisme agréé de faire réaliser 3 mesurages à chaque fois.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 Mois


N° 4 : Conditions de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	
Thème(s) :	Actions nationales 2025 Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux [...]	
Constats : La consultation des rapports de contrôle des rejets atmosphériques montre le respect de cette prescription.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 5 : VLE appareil de combustion


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I.a)	
Thème(s) :	Actions nationales 2025 Respect des valeurs limite d'émission
Prescription contrôlée : La prescription fixe les valeurs limites d'émission par appareil de combustion	
Constats : La consultation des rapports de contrôle des rejets atmosphériques amène les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• comme évoqué au point de contrôle n°3 relatif à la mesure périodique de la pollution rejetée, un seul mesurage de 90 minutes a été réalisé alors qu'il était attendu 3 mesurages d'au moins une demi-heure chacun (conformément à l'annexe II-b de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère). L'appréciation du respect des valeurs limites d'émission est ainsi réduite à ce seul essai ;• les valeurs limites d'émission reportées dans les rapports ne sont pas forcément les plus contraignantes (dans l'attente de la finalisation du projet d'arrêté préfectoral consolidé du site, il faut retenir la valeur la plus contraignante entre celle de l'arrêté préfectoral du site de 2014 et celle de l'arrêté ministériel combustion du 3 août 2018 opposable au site). Ceci dit, après analyse de l'inspection des installations classées, l'appréciation de la conformité n'est pas remise en cause au vu des résultats obtenus lors des mesurages réalisés ; Au-delà de ces éléments, les résultats des mesurages montrent le respect des valeurs limites d'émission.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 6 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8-VI	
Thème(s) :	Actions nationales 2025 Non-respect VLE
Prescription contrôlée : En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées au chapitre II du présent titre, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.	
Constats : La prescription sert de rappel à l'exploitant puisque la consultation des rapports cités supra n'a montré aucun non-respect de valeurs limites d'émission.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 7 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	
Thème(s) : Actions nationales 2025 Système de traitement des fumées	
Prescription contrôlée : I - Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette procédure indique notamment la nécessité : - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. [...] Système de traitement des fumées. II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).	
Constats : Document demandé en amont de l'inspection et fourni par l'exploitant : instruction relative aux dysfonctionnements des dispositifs de réduction des émissions - version révisée Le document consulté a été révisé suite à une précédente inspection. Sa consultation montre désormais le respect de la prescription contrôlée.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28		
Thème(s) : Risques chroniques Mesure en continu des NOx et du CO		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription impose la mesure en continu du CO et des NOx pour les chaudières fonctionnant au gaz naturel. Cependant, cette mesure n'est pas obligatoire dans certains cas, notamment pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Sur les 5 chaudières fonctionnant au gaz naturel concernées par cette prescription : les 2 chaudières basse pression ont été mise en service en 2012 (comme précisé dans les rapports de contrôle des rejets atmosphériques par organisme agréé) et les 3 chaudières haute pression l'ont été en 1989.</p> <p>A la date de l'inspection du 12 novembre 2025, l'exploitant ne réalise pas la mesure en continu des polluants NOx et CO sur l'ensemble de ses chaudières fonctionnant au gaz naturel.</p> <p>Cette mesure en continu est pourtant obligatoire depuis le 20 décembre 2018 pour les deux chaudières basse pression.</p> <p>Au vu de la récurrence de la non-conformité constatée, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.</p> <p>Puisque l'exploitant a déjà mis en place un automate pour réaliser cette mesure en continu (il la prévoyait pour 2026), et que plusieurs mois semblent nécessaires pour atteindre le stade opérationnel, un délai de 10 mois (prenant compte des observations de l'exploitant) sera proposé pour cette mise en demeure.</p>		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :		Avec suites
Proposition de suites :		Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais :		10 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36	
Thème(s) : Actions nationales 2025 Efficacité énergétique	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Efficacité énergétique.</p> <p>L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2).</p> <p>Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport d'audit énergétique, issu d'une intervention au 30 juin 2020 sur les chaudières fonctionnant au gaz naturel ainsi que sur la chaudière biomasse. Ces rapports identifient des mesures d'amélioration. Conformément à l'article 36 de l'AMPG du 03/08/2018, l'exploitant doit préciser quelles suites il prévoit de donner à ce rapport.</p> <p>Les échanges en salle ont permis à l'exploitant de préciser les suites données aux mesures d'amélioration des rapports. Pour des raisons de sécurité, ou de performance de process, il n'est pas toujours possible de donner une suite à ces mesures.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 10 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-31	
Thème(s) : Actions nationales 2025 Réalisation du contrôle d'efficacité énergétique	
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37 [sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie].	
Constats : Pour rappel, sont ici visées les chaudières d'une puissance thermique nominale comprise entre 400 kW et 20MW. Lors de discussions en salle, il s'avère que l'exploitant dispose d'un contrat de performance énergétique prenant effet du 1 ^{er} avril 2023 au 31 mars 2028. L'exploitant a fourni néanmoins les deux derniers rapports de contrôle d'efficacité énergétique de ses chaudières au gaz naturel. Il n'est donc pas relevé de non-conformité sur ce point de contrôle.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 11 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35	
Thème(s) : Actions nationales 2025 Périodicité du contrôle de l'efficacité énergétique	
Prescription contrôlée : La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.	
Constats : Étant donné que l'exploitant a conclu un contrat de performance énergétique, valide à date, il ne peut être relevé de non-conformité sur ce point.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 12 : Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32	
Thème(s) :	Actions nationales 2025 Contenu du rapport
Prescription contrôlée : Le contrôle périodique [...] comporte [...] : Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement [...] Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle [...] La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière [...] La vérification de la tenue du livret de chaufferie [...]	
Constats : Étant donné que l'exploitant a conclu un contrat de performance énergétique, valide à date, il ne peut être relevé de non-conformité sur ce point. Pour information, la consultation des rapports de contrôle d'efficacité énergétique montre le respect de cette prescription.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	